

## **Les conflits dans le monde rural, quel impact ?**

Courts entretiens réalisés à l'occasion de la Fiara  
le 27 mars 2005, Dakar

### **Entretien avec Sylvain Kouao, Association nationale des producteurs de riz de Côte d'Ivoire (Anopaci), Côte d'Ivoire**

*GDS : Quel est l'impact du conflit ivoirien sur le monde rural ?*

SK : L'impact des conflits est réel sur les agriculteurs. Au Nord les paysans se sont appauvris, spoliés de leurs productions. Personne ne les défend. Les usiniers en profitent, ils ont des comportements qu'il faut dénoncer : ils font la pluie et le beau temps. Les cotonniers ne sont pas payés depuis deux ans.

Heureusement des formes de solidarité subsistent, la solidarité familiale joue à plein.

Si le conflit dure, la sécurité alimentaire sera menacée c'est certain. Les gens quittent le Nord pour aller vers le sud, ce qui entraîne une forte pression sur l'environnement dans la zone de ceinture : manque de bois de chauffe, champs surexploités, utilisation des cours d'eau anarchique, le plus souvent les conditions sanitaires sont déplorables dans ces zones surpeuplées.

*GDS : Quel est le rôle de l'Anopaci, dans ces circonstances ?*

L'Anopaci a mis en place un plan de relance, avec notamment des formations. Le risque est que les paysans ne reviennent plus se leurs terres et que l'agriculture péri-urbaine se développe trop. Mais outre la formation, c'est de matériel que les gens ont besoin pour se réinstaller, car tout a été pillé, jusque aux toits des maisons. Les chefs ne contrôlent pas la situation.

*GDS : Quelle porte de sortie pr le conflit ?*

C'est une question de volonté. Le conflit n'a a voir qu'avec les intérêts politiques et économiques en jeu. Le jour où ces intérêts sont réglés on sera tranquilles, les choses se rétabliront d'elles mêmes.

*GDS : Quelles réorientations pour l'agriculture ivoirienne au lendemain du conflit ?*

Il faut mieux professionnaliser cette agriculture. En effet, on a trop tendance à confondre agriculture familiale et agriculture de case. Une exploitation familiale peut compter 1000 hectares en Côte d'Ivoire. Ici la part représentée par l'agro-business est infime.

### **Entretien avec Koutou Assemian Appolinaire, Anopaci**

Producteur de riz, membre du bureau exécutif de l'association nationale des producteurs de riz de Côte d'Ivoire (Anopaci) titulaire d'un BTS en techniques culturales, cultivateur depuis plus de 14 ans. 1,5 ha de riz irrigué ; 5 ha de riz de plateau par an.

*GDS : Pouvez-vous nous présenter l'Anopaci ?*

KAA : Depuis 1975-77, la Côte d'Ivoire était autosuffisante en riz. En 1975, l'État a décidé la libéralisation de la filière. L'Anopaci n'existe que depuis 2001. Les problèmes d'organisation de la filière sont multiples : accès au financement, climat, commercialisation, diffusion des variétés améliorées.

Depuis 2001 l'Anopaci était en bonne voie, mais les événements du 19 septembre 2004 ont fragilisé son action.

Les difficultés principales dues au conflit sont dues au fait des problèmes de communication et d'échanges entre le nord et le sud du pays. En 2002-2003, il n'était pas possible d'aller au

Nord du tout. Les produits eux passent, mais les riziculteurs du Nord ne sont pas informés (par exemple des cadres de concertation).

Malgré les blocages, une bonne quantité de coton est arrivée dans le port d'Abidjan.

Un programme d'urgence « riz » été mis en place pour la zone tampon avec le Nord, avec l'État ivoirien et le gouvernement japonais (budget 4 millions FCFA – semences, intrants, produits phytosanitaires).

« les ivoiriens ne sont pas coupés en deux ; c'est la classe politique qui est divisée. Aussi l'Anopaci n'a pas connu de divisions internes spéciales. Il faut un referendum pour que les ivoiriens s'expriment. Si le plan de Thabo Mbeki est respecté on retrouvera la paix. L'intégration régionale est une bonne chose à cet égard. »

### **Entretien avec Kalilou Sonko, Ajac, Casamance**

*GDS : Quelle est la situation actuelle en Casamance ?*

KS : Depuis environ 6 mois c'est le calme dans la région. Depuis les accords signés le 30 décembre, la population a l'espoir d'un retour au pays. La prochaine échéance est à la fin mars. Les conséquences du conflit ont été principalement les déplacements de masses paysannes vers les pays limitrophes de la Casamance, et une grande paupérisation des producteurs, notamment du fait des mines dans les champs.

Depuis un certain temps, la région a bénéficié d'un déminage militaire, elle bénéficiera en 2006 d'un déminage humanitaire. En effet, beaucoup d'accident ont eu lieu dans les campagnes, les gens ont peur d'aller dans les champs désormais. Ils ne cultivent donc plus assez, et la sécurité alimentaire est de ce fait menacée.

Des ONG ont mis en place des programmes d'aide alimentaire (PAM, CRS, World Education), elles aident aussi les populations dans des activités génératrices de revenus, dans la réhabilitation d'infrastructures.

*GDS : Quel est le rôle de l'Ajac ?*

KS : L'Association des jeunes agriculteurs de Casamance (Ajac) compte aujourd'hui entre 2000 et 3000 membres, dont 60% de femmes. Elle a des partenariats avec des ONG d'appui.

Dans les actions discute avec la Guinée bissau et la Gambie, où de nombreux camps de réfugiés du conflit casamançais ont été installés.

Récemment l'État a mis en place une agence pour la reconstruction de la Casamance (Anrac), chargée de déminage, de reconstruction d'infrastructures socio-économiques et d'appui aux activités. Les principales cultures sont le riz, les céréales et l'arboriculture (mangues, agrumes) commercialisés vers Dakar. Malheureusement le naufrage du Joola (26 septembre 2002) a beaucoup ralenti les échanges. Le Joola, qui assurait la liaison Dakar – Ziguinchor, n'a malheureusement pas été remplacé depuis lors.

*GDS : Comment l'Ajac a-t-elle vécu durant le conflit de Casamance ? Quelles ont été ses activités ?*

KS : L'Ajac s'occupe d'agriculture, élevage, pêche et apiculture. Elle a un projet de communication, pour développer et sensibiliser les gens aux questions de pardon, de réconciliation. L'Ajac n'a pas connu de problème politique à l'interne, mais des difficultés dans ses déplacements, avec les rebelles et avec l'armée. Il existe une cellule régionale de gestion des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées. Le Fonds régional d'appui aux activités socio-économiques (Fraesc)

1400 km<sup>2</sup> de surfaces déminées. Les militaires ont enlevé 1185 mines.

Dotation de mini tracteurs pour déblayer le terrain dans des zones qui n'ont pas été cultivées depuis 20 ans.

15 unions composent l'Ajac.

Même s'il y a des conflits les gens doivent survivre et travailler. Son union (frontière Gambie, où il y avait des combattants), a mis en place un programme de relance d'activités économiques et sociales, sollicitant le partenariat de Acord Mali. Déjà un centre de documentation, membre du réseau des bibliothèques du Grad.